



Assemblée générale

Distr. générale
30 juillet 2010
Français
Original :

Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-troisième session

Compte rendu analytique de la 905^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 23 juin 2010, à 10 heures

Président : M. Schneider (Président du Comité plénier) (Suisse)

Sommaire

Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage
de la CNUDCI (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

10-41929X (F)



Merci de recycler

La séance est ouverte à 10 h 20.

Finalisation et adoption d'une version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (*suite*)
(A/CN.9/703 et Add.1, A/CN.9/704 et Add.1-10)

Projet de version révisée du Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (*suite*)

Section III. Procédure arbitrale (*suite*)

Projet d'article 17. Dispositions générales (*suite*)

1. **Le Président** invite le Comité à reprendre son examen du projet d'article 17.
2. **M^{me} Cordero Moss** (Norvège) propose d'inclure un commentaire dans le rapport afin d'établir clairement que le préjudice causé à l'une des parties n'est pas le seul critère à prendre en compte par un tribunal lorsqu'il décide d'autoriser un tiers à se joindre comme partie : il doit également évaluer l'impact de la jonction sur la force exécutoire de la sentence arbitrale.
3. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) convient de la nécessité de prendre en compte l'impact potentiel sur la force exécutoire. Si la proposition de la représentante de la Norvège décrit cet impact comme un critère supplémentaire, son gouvernement est cependant d'avis qu'il est déjà sous-entendu dans le terme « préjudice ». Le commentaire qui a été ajouté ne devrait pas remettre en cause l'idée que le préjudice occasionné à une partie inclut l'atteinte à la force exécutoire de la sentence.
4. **Le Président** croit comprendre que le Comité convient de l'inclusion d'un commentaire dans le rapport, tel que proposé par la représentante de la Norvège.
5. **M. Anaya** (El Salvador) attire l'attention du Comité sur la proposition formulée par son gouvernement, contenue dans le document A/CN.9/704/Add.1, qui vise à amender le paragraphe 2 afin de spécifier qu'aucune prorogation du délai de prononcé de la sentence ne sera autorisée.
6. **Le Président** note que le Règlement contient une clause établissant qu'en cas de disposition contraire à la loi applicable à l'arbitrage, cette dernière prévaut. Le Règlement lui-même ne prévoit pas de délai; un tel délai ne peut intervenir que sur accord des parties. Si la loi applicable interdit un tel délai, cette interdiction prévaut en vertu de l'article 1 du Règlement. Il relève

qu'aucun membre du Comité, hormis le représentant du Mexique, n'a soutenu la proposition du gouvernement d'El Salvador.

7. **M. Holguín González** (Mexique) attire l'attention sur la proposition de son gouvernement, contenue dans le document A/CN.9/704/Add.6, selon laquelle la règle fixée au paragraphe 4 devrait régir toutes les communications de l'arbitrage et devrait être déplacée pour former un nouveau paragraphe de l'article 2.

8. **Le Président**, constatant l'absence de soutien à la proposition susmentionnée, croit comprendre que le Comité souhaite adopter le projet d'article 17 tel qu'amendé à ce jour.

9. *Il en est ainsi décidé.*

Projet d'article 18. Lieu de l'arbitrage

10. **M. Anaya** (El Salvador) attire l'attention du Comité sur la proposition de son gouvernement, formulée dans le document A/CN.9/704/Add.1, visant à remplacer le mot « Lieu » par « Siège ».

11. **Le Président** déclare que le Groupe de travail s'est longuement penché sur cette question. Certains spécialistes de l'arbitrage préféraient le terme « Siège », mais le Groupe de travail a en définitive décidé de ne pas apporter de modification et de conserver le terme « Lieu ». Il constate que dans la salle la modification proposée n'est pas appuyée.

12. **M^{me} Montejo** (Bureau des affaires juridiques) souligne que l'expression « est réputée », employée à l'article 18, peut laisser entrevoir que les Nations Unies se sont volontairement soumises à la législation locale. L'Organisation n'est pas soumise aux lois locales, y compris dans les procédures d'arbitrage. Le rapport devrait établir que la référence au « Lieu de l'arbitrage » dans le texte révisé ne doit pas être interprétée comme une renonciation aux privilèges et immunités de l'Organisation.

13. *Le projet d'article 18 est adopté.*

Projet d'article 19. Langue

14. **M^{me} Perales Viscasillas** (Espagne) indique que le pluriel « Langues » a été amendé et remplacé par le singulier « Langue » dans la Loi type sur l'arbitrage commercial international de la CNUDCI et se demande

si le singulier ne devrait pas être employé également dans le Règlement.

15. **Le Président** explique que le pluriel a été retiré de la clause type pour ne pas inciter les parties à employer plusieurs langues, ce qui pourrait causer des difficultés dans la procédure. Dans certains cas cependant, il pourrait être utile d'utiliser plusieurs langues dans une procédure d'arbitrage. Dans la disposition examinée, c'est au tribunal qu'il appartient de prendre cette décision. Conserver « Langues » sous la forme plurielle donnerait au tribunal cette option, alors que la suppression du pluriel risque d'avoir pour effet négatif de priver le tribunal arbitral de la possibilité d'utiliser plus d'une langue.

16. *Le projet d'article 19 est adopté.*

Projet d'article 20. Mémoire en demande

17. **M. Seweha** (Égypte) déclare que l'objet de la disposition établie au paragraphe 4 est de garantir la disponibilité de tous les documents afin que les décisions puissent être prises dès l'ouverture de la procédure d'arbitrage. Pour cela, une disposition devrait être ajoutée, énonçant que si tous les documents ne peuvent être fournis, le mémoire en demande doit être accompagné d'une justification ou d'explications. Il conviendrait également de préciser les modalités d'obtention de ces documents ou les raisons de leur non-disponibilité.

18. **Le Président** indique que les demandeurs n'ont pas besoin du Règlement pour savoir qu'il leur appartient de fournir toutes les pièces justificatives à l'appui de leur demande. En l'absence d'objection, il croit comprendre que le Comité rejette la proposition.

19. *Il en est ainsi décidé.*

20. **M. Anaya** (El Salvador) affirme que le mot « recurso » utilisé dans le texte espagnol pour « L'objet » à l'article 20, paragraphe 2 (d), devrait être remplacé par « prestación » [mesure], qui serait plus précis.

21. **Le Président** déclare qu'il s'agit d'un problème linguistique à résoudre par les délégations hispanophones.

22. **M^{me} Perales Viscasillas** (Espagne) indique que les termes « materia » ou « objeto » devraient être employés en remplacement, car ils figuraient dans le texte original du Règlement.

23. **Le Président** estime qu'il appartient aux délégués hispanophones de trouver la bonne solution compte tenu du fait qu'en anglais, les termes « relief » ou « remedy » ne posent pas problème.

24. Le projet d'article 20 est adopté.

Projet d'article 21. Mémoire en défense

25. **M. Abdel Raouf** (Observateur du Cairo Regional Centre for International Commercial Arbitration) déclare que le terme « visée » devrait être inséré entre « arbitrage » et « à » dans la quatrième ligne du projet d'article 21, paragraphe 1, afin de mieux faire comprendre la référence croisée.

26. **Le Président**, en l'absence d'objection, croit comprendre que l'adjonction proposée est acceptée.

27. *Il en est ainsi décidé.*

28. **M. Moollan** (Maurice) déclare qu'en l'absence du représentant de la Slovénie, il souhaite évoquer une suggestion de la délégation slovène contenue dans le document A/CN.9/704, page 5, qui se lit comme suit : « Il est proposé de s'interroger sur le fait de savoir si le projet d'article 21-4 devrait également comprendre une référence au projet d'article 20-3 pour tenir compte du cas où la demande reconventionnelle ou la demande en compensation se fonderait sur un contrat ou un instrument juridique différent de celui soumis par le demandeur dans le mémoire en demande ».

29. **Le Président** déclare que si aucune objection n'est formulée, il comprend que les mots « paragraphes 2 et 4 » à la première ligne du projet d'article 21, paragraphe 4, sont à remplacer par « paragraphes 2 à 4 ».

30. *Il en est ainsi décidé.*

31. **M. Petrochilos** (Grèce) précise que puisque le paragraphe 4 établit les exigences posées au défendeur faisant valoir une demande reconventionnelle ou une demande en compensation, il devrait renvoyer au projet d'article 4, paragraphe 2 (f), qui traite d'un chef de demande indépendant formulé par le défendeur contre une partie à la convention d'arbitrage autre que le demandeur. Il suggère d'ajouter une virgule et les termes « à un chef de demande formulé conformément à l'article 4, paragraphe 2 (f) » après le mot « reconventionnelle » dans le projet d'article 21, paragraphe 4.

32. **Le Président** rappelle qu'un délégué a souligné une situation similaire où le demandeur n'avait pas obligation de répondre à une demande reconventionnelle. Il souhaite qu'il soit pris acte de ce commentaire, le Comité étant susceptible d'y revenir en cas de problème. En l'absence d'objection, il estime que la modification suggérée est approuvée.

33. *Il en est ainsi décidé.*

34. *Le projet d'article 21, tel qu'amendé, est adopté.*

Projet d'article 22. Modification des chefs de demande ou des moyens de défense

35. *Le projet d'article 22 est adopté.*

Projet d'article 23. Déclinatoire de compétence arbitrale

36. **M. Friedman** (Observateur de l'Association internationale du barreau) déclare que les termes « may rule » (« *peut statuer* ») de la première ligne du projet d'article 23, paragraphe 1, devraient être remplacés par « shall have the power to rule » (« *peut statuer* »). Dans certains cas, le tribunal arbitral a le devoir de statuer sur sa propre compétence et comme le terme « may » est de nature permissive, il peut être interprété comme autorisant le tribunal à ne pas statuer sur sa propre compétence même s'il en a l'autorité et si la loi applicable à l'arbitrage lui donne mandat de le faire.

37. **Le Président** affirme que la délégation d'El Salvador a émis une suggestion similaire dans ses commentaires écrits (A/CN.9/704/Add.1), en vue de remplacer l'expression « may » par « has the power to » dans la description des fonctions du tribunal arbitral. L'expression « shall have the power to » a été insérée pour refléter les changements apportés à la Loi type sur l'arbitrage commercial international de la CNUDCI.

38. **M. Moollan** (Maurice) indique que même si le changement fait suite à la modification de la Loi type, les États ont la prérogative d'utiliser la formulation de leur choix. D'un autre côté, le Règlement confère un pouvoir et devrait employer les termes de la Loi type.

39. **Le Président** déclare qu'il est habituel de se référer à la Loi type à titre indicatif, mais que le Règlement n'est pas tenu d'utiliser une formulation identique.

40. **M. Jacquet** (France) affirme ne pas comprendre le problème, puisque tant le Règlement que l'article 16,

paragraphe 1, de la Loi type — du moins dans la version française — utilisent le mot « *peut* ». En tout état de cause, si le tribunal est appelé à statuer sur sa propre compétence, il devra le faire même si cette compétence n'est pas remise en cause, ce qui serait inacceptable. Sa délégation retiendrait simplement la formulation de l'ancien Règlement, qui semble cohérente avec la pratique.

41. **Le Président** estime qu'il s'agit une nouvelle fois d'un problème linguistique, car le texte français précise « *le tribunal peut* », alors que la version anglaise proposée énonce que « the tribunal shall have the power ».

42. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) ne constate aucun problème de traduction, les deux expressions « shall have the power » et « may » pouvant parfaitement être traduites en français par « *peut* ». Néanmoins, comme il l'a compris, la proposition ne consistait pas à revenir à « shall have the power », mais à utiliser « shall rule », ce qui reviendrait à modifier la substance du projet de Règlement.

43. **M. Friedman** (Observateur de l'Association internationale du barreau) précise qu'il ne proposait pas d'employer « shall rule », mais « shall have the power to rule ».

44. **M^{me} Smyth** (Australie) indique qu'en vertu du projet d'article 23, paragraphe 2, une exception prise de l'incompétence dans le contexte d'une demande reconventionnelle doit être soulevée au plus tard dans la réplique à la demande reconventionnelle. Encore que le Règlement ne stipule aucune obligation pour les demandeurs de répondre à une demande reconventionnelle. L'article 5, paragraphe 6, du Règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale (CCI), impose par exemple aux demandeurs de produire une réplique à toute demande reconventionnelle. Elle souhaite discuter plus en détail de cette question avec d'autres délégations afin de déterminer si le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI devrait inclure une obligation expresse de répliquer à une demande reconventionnelle.

45. **Le Président** précise que les membres sont libres de souligner tout point nécessitant une modification, même dans des projets d'articles déjà adoptés.

46. **M. Petrochilos** (Grèce) déclare que la seule référence à une réplique à une demande

reconventionnelle se trouve à l'article 21, paragraphe 3, de l'ancien Règlement, où elle est considérée comme un acte exposant les faits et le fond du droit, contrairement au paragraphe du Règlement de la CCI. Néanmoins, la question est couverte dans le projet d'article 24, qui permet au tribunal de décider des pièces complémentaires requises des parties, en plus des mémoires en demande et en défense.

47. **Le Président** indique que le Comité devrait estimer que la question de la réplique à une demande reconventionnelle est couverte par le projet d'article 24 et que si, à un stade ultérieur, un complément s'avère nécessaire, une proposition pourrait être faite en ce sens.

48. *Le projet d'article 23, tel qu'amendé, est adopté.*

Projet d'article 24. Autres pièces écrites

49. *Le projet d'article 24 est adopté.*

Projet d'article 25. Délais

50. **M. Seweha** (Égypte) déclare que le projet d'article 25 établit le principe général selon lequel la communication des pièces écrites doit intervenir dans un délai de 45 jours, puis ajoute une exception en stipulant que ces délais peuvent être prorogés par le tribunal arbitral si celui-ci juge que cette prorogation est justifiée. Sa délégation estime que si le principe général prévoit un délai de 45 jours, l'exception doit impérativement s'accompagner d'une date butoir. Il propose d'ajouter l'expression « pour une autre période de » ou « pour une période n'excédant pas un certain nombre de jours », ou d'indiquer simplement que le mémoire original et l'exception sont à soumettre dans les 45 jours.

51. **Le Président** précise qu'aucun délai n'a été prévu pour l'exception dans la mesure où les affaires d'arbitrage sont toutes différentes et une date butoir n'est pas toujours appropriée dans le cas d'une exception.

52. **M. Seweha** (Égypte) indique que le délai de 45 jours n'est pas nécessairement impératif mais que le mémoire original étant requis sous 45 jours, l'exception ne peut être illimitée.

53. **Le Président** précise n'avoir constaté aucun soutien à l'instauration d'un délai pour l'exception et croit comprendre que le projet d'article reste inchangé.

54. *Il en est ainsi décidé.*

55. *Le projet d'article 25 est adopté.*

Projet d'article 26. Mesures provisoires

56. **M. Torterola** (Argentine) propose la suppression du projet d'article 26, paragraphe 2 c); si sa proposition était retenue, une phrase devrait être ajoutée, énonçant explicitement que cette disposition ne s'applique pas aux biens de l'État, ou que son application tient compte des règles d'immunités des États, ou encore qu'elle ne déroge pas à ces règles.

57. **M. Petrochilos** (Grèce) suggère de reformuler la dernière partie du chapeau du paragraphe 2 de la manière suivante : « le tribunal arbitral ordonne à une partie de prendre, sans que cela soit limitatif, l'une des mesures suivantes ».

58. La formulation actuelle du paragraphe 9 est très difficilement compréhensible, notamment pour les lecteurs qui ne sont pas au fait des discussions qui en ont été à l'origine. L'intention sous-jacente est de prévenir toute violation de la législation nationale, cette dernière pouvant contenir des dispositions spécifiques donnant compétence aux tribunaux nationaux en matière d'ordonnance préliminaire, de mesures *ex parte*, etc. Ce paragraphe peut être supprimé, d'autant que le projet d'article 1, paragraphe 2, garantit la primauté de la loi applicable à l'arbitrage.

59. **M^{me} Montejo** (Bureau des affaires juridiques) propose d'ajouter une note au rapport de la Commission, précisant la possibilité pour le tribunal de déterminer que les types de mesures envisagées sont contraires aux privilèges et immunités des Nations Unies en vertu de l'article II, section 3, de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

60. **Le Président**, notant que la représentante du Bureau des affaires juridiques a soulevé un point similaire à celui évoqué par le représentant de l'Argentine, suggère que les deux se consultent aux fins de trouver une solution appropriée.

La réunion est suspendue à 11 h 35 et reprise à 12 h 10.

61. **M. Moollan** (Maurice) déclare que plusieurs gouvernements et organisations – futurs utilisateurs du Règlement – ont jugé incompréhensible le projet

d'article 26, paragraphe 9. Le texte a été élaboré durant un débat très animé au sein du Groupe de travail, au cours duquel des délégations ne sont pas parvenues à s'accorder sur le fait que le paragraphe 1 du projet d'article 17 (l'article 15 du Règlement de 1976) instaure ou non le pouvoir d'ordonner des mesures préliminaires *ex parte*. Ceux qui étaient d'avis que ce pouvoir existait déjà en vertu de cette règle voulaient s'assurer de son maintien, alors que ceux qui estimaient que ce pouvoir n'existait pas s'opposaient à son instauration. Le texte tente d'expliquer pourquoi le Règlement n'aborde pas les ordonnances préliminaires et a été prévu pour insertion dans les notes explicatives plutôt que dans le Règlement proprement dit. M. Moollan propose de le remettre en place dans les notes explicatives.

62. **M^{me} Smyth** (Australie) appuie cette proposition.

63. **M. Rovine** (Observateur de l'Association of the Bar of the City of New York) déclare que sa délégation soutient également la proposition, mais que des changements restent nécessaires pour que le texte ait véritablement un sens. A titre d'exemple, si une mesure provisoire est simplement « requise », la partie contre laquelle cette mesure est dirigée n'en aura pas connaissance ; il lui serait alors difficile de ne pas compromettre une mesure demandée.

64. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique), appuyé par **M^{me} Perales Viscasillas** (Espagne) et **M. Chung Chang-ho** (République de Corée), indique que sa délégation avait souvenir que le paragraphe 9 était censé être inclus dans le Règlement et non dans les notes. Le paragraphe a longuement été débattu et représente un point important qu'il convient de ne pas écarter : en l'occurrence rien dans le Règlement n'autorise l'adoption d'ordonnances préliminaires, mais dans un même temps rien n'empêche un tribunal de promulguer une ordonnance préliminaire s'il y est par ailleurs habilité.

65. En dépit d'une formulation un peu gauche, il s'agit d'une tentative prudente de conciliation de positions fortement divergentes ; ceux qui la critiquent devraient proposer une meilleure formulation. De plus, les critiques émises à l'encontre de la forme d'une disposition donnée ne doivent pas servir à détourner l'attention du fond de la disposition. Enfin, il convient de garder à l'esprit que le projet d'article 26, paragraphe 9, est étroitement lié au projet d'article 17, paragraphe 4 ; la suppression du premier aurait donc

pour effet de réduire à néant une position prudemment échaufaudée.

66. **M. Ghikas** (Canada) déclare que sa délégation avait également compris qu'il était prévu d'insérer le paragraphe 9 dans le Règlement proprement dit, et non dans les notes. Cependant, il convient de la proposition de le supprimer, car il n'apporte et ne retire rien au Règlement.

67. **M^{me} Aguirre** (Argentine), faisant part de son soutien aux remarques formulées par le représentant des États-Unis, déclare que ce paragraphe devrait rester en l'état.

68. **M. Möller** (Observateur de la Finlande), conscient du fait que la formulation pourrait être améliorée, s'oppose à la suppression du paragraphe proprement dit ; par ailleurs, il devrait être placé dans le Règlement plutôt que dans les notes. L'inclusion de dispositions sur les ordonnances préliminaires dans la Loi type sur l'arbitrage commercial international de la CNUDCI a elle aussi suscité de nombreuses controverses, mais n'a pas empêché la conclusion d'un compromis. Celui à propos du paragraphe 9 ayant déjà fait l'objet d'un intense débat, il espère que la discussion ne sera pas une nouvelle fois rouverte.

69. **Le Président** souligne que le débat n'est pas « rouvert » ; la Commission ou son Comité plénier sont libres de ne pas être d'accord avec les conclusions du Groupe de travail. Le problème avec le paragraphe 9 est précisément qu'il ne contient pas le compromis conclu dans la Loi type, en l'occurrence les ordonnances préliminaires. Cette solution n'a pas été acceptée par le Groupe de travail en ce qui concerne le paragraphe 9 ; ce dernier est en fait une règle dénuée de sens. Comme l'a souligné le représentant de Maurice, le souci vient du fait que certaines délégations sont d'avis qu'un arbitre siégeant en vertu du Règlement a le pouvoir d'ordonner des mesures préliminaires, alors que d'autres soutiennent que le Règlement ne confère pas ce pouvoir à l'arbitre. Le paragraphe 9, en énonçant que le Règlement n'octroie pas ce pouvoir à l'arbitre, exclut la solution de compromis de la Loi type.

70. **M. Möller** (Observateur de la Finlande) convient que le paragraphe 9 représente un compromis différent de celui de la Loi type, mais il n'en reste pas moins un compromis. Si le Règlement n'a pas instauré le pouvoir d'ordonner des mesures préliminaires, il ne limite pas non plus ce pouvoir. Il convient de souligner

qu'accepter le Règlement n'empêche pas une partie de requérir une ordonnance préliminaire, si la loi applicable à l'arbitrage le permet. La disposition devrait donc être maintenue.

71. **M. Jacquet** (France) affirme, concernant l'utilité de ce texte, que les tribunaux arbitraux ont toujours dans la pratique rencontré des difficultés avec les demandes de mesures provisoires ordinaires; les requêtes d'ordonnances préliminaires les placent dans une situation encore plus délicate. Il est d'accord avec la proposition de placer le paragraphe 9 dans les notes.

72. **M. Lebedev** (Fédération de Russie) indique que pour comprendre le paragraphe 9, les futurs utilisateurs du Règlement peuvent se référer aux documents relatifs aux discussions au sein du Groupe de travail, mentionnés dans la note de bas de page du projet d'article 26. Il demande au Secrétariat de tirer les grandes lignes des discussions contenues dans ces documents afin d'éclairer davantage l'objectif visé à ce paragraphe.

73. **Le Président** déclare avoir compris que les notes de bas de page ne seront pas publiées avec le Règlement officiel et qu'elles ne servent qu'aux discussions du Comité.

74. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) indique que les cinq pages complètes de notes à propos du projet d'article 26, paragraphe 9, combinées aux commentaires des délégations, ont couvert l'intégralité de la question et qu'il est inutile de rouvrir la discussion.

75. **M. Moollan** (Maurice) affirme ne pas avoir pour intention de rouvrir la discussion. Il n'empêche que le projet d'article 26, paragraphe 9, a été rédigé en tant que note de bas de page et qu'il a finalement pris place dans le texte proprement dit. Contrairement à la Loi type, dans laquelle les États peuvent sélectionner les dispositions à inclure dans leur législation nationale, le Règlement doit être adopté dans son intégralité. Le projet d'article 26, paragraphe 9, ne constitue pas une règle et devrait être supprimé.

76. **Le Président** déclare que le fait d'instaurer une règle qui ne serait compréhensible qu'en référence à des notes de bas de page serait un précédent fâcheux. En l'absence de toute proposition de remaniement de la disposition sous une forme plus compréhensible, il part du principe que le Comité convient de la suppression du projet d'article 26, paragraphe 9.

77. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) indique que la suppression du projet d'article 26, paragraphe 9, soulève la question du sort à réserver à la référence à ce paragraphe faite à l'article 17, paragraphe 4.

78. **Le Président** déclare qu'en cas de suppression de l'article 26, paragraphe 9, la référence qui y est faite à l'article 17, paragraphe 4, doit tout naturellement l'être aussi.

79. **M. Castello** (États-Unis d'Amérique) précise que la référence à l'article 26, paragraphe 9, contenue à l'article 17, paragraphe 4, ne peut pas être purement et simplement supprimée. Il faudra la remplacer par autre chose, car elle aborde la question de fond qui est de savoir dans quelles circonstances autoriser des exceptions à la règle qui établit que les communications adressées au tribunal arbitral doivent l'être également et simultanément à toutes les parties.

80. **Le Président** convient que si l'article 26, paragraphe 9, est supprimé, le Comité devra examiner s'il y a lieu de maintenir l'exception prévue à l'article 17, paragraphe 4, sous une autre formulation. Il demande si un consensus a vu le jour sur la formulation du projet d'article 26, paragraphe 2 c).

81. **M. Torterola** (Argentine) suggère d'ajouter la phrase suivante, reprenant les termes de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États: «Aucune des dispositions de l'article 26, paragraphe 2 c) ne peut être interprétée comme faisant exception au droit concernant l'immunité d'exécution».

82. **M. Petrochilos** (Grèce) affirme qu'ajouter à une disposition particulière une phrase énonçant explicitement qu'elle n'implique pas une renonciation à l'immunité laisse entendre que les autres dispositions ne contenant pas une telle phrase impliquent une telle renonciation. Il note qu'aucune préoccupation n'a été soulevée auparavant quant à une éventuelle renonciation à l'immunité du fait de l'autorisation accordée au tribunal arbitral de décider de mesures provisoires.

83. **M. Jacquet** (France) déclare qu'il est déconseillé de rajouter cette phrase au texte ou aux notes. D'abord, le Groupe de travail a reporté toutes les questions touchant à l'arbitrage impliquant des États à un stade ultérieur. Ensuite, du point de vue des États, la question prête à controverse. Les États ont toujours eu

la possibilité de renoncer à l'arbitrage selon le Règlement de la CNUDCI et d'opter pour celui prévu par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États, qui prend en considération les préoccupations particulières des États, dont l'immunité. Il est communément reconnu que l'acceptation de l'arbitrage par un État n'implique pas automatiquement la renonciation à l'immunité, et que les États n'invoquent plus l'immunité comme prétexte pour refuser l'arbitrage. L'immunité peut entrer en jeu lorsqu'un tribunal ordonne des mesures provisoires contre des biens d'un État, mais il s'agit là d'une question à traiter par les organismes nationaux compétents chargés de l'exécution qui n'a pas à être abordée dans le Règlement.

84. **M. Loken** (États-Unis d'Amérique) affirme que l'expression « comme faisant exception au droit concernant l'immunité d'exécution » semble faire référence à un droit particulier, alors qu'il n'existe pas de règle générale précise communément acceptée. Il estime que les préoccupations exprimées par l'Argentine sont déjà traitées de manière adéquate dans le principe général énoncé à l'article 1.

85. **Le Président** indique qu'à son sens la référence au « droit » ne servait qu'à préciser la loi applicable, et que les inquiétudes quand à la renonciation à l'immunité étaient couvertes par la disposition générale de l'article 1. De plus, une note précisant que le Règlement n'a pas d'incidence sur l'immunité sera incluse dans le rapport.

86. **M. Torterola** (Argentine) déclare qu'il est faux de penser que la formulation du Règlement n'a jamais eu d'impact sur l'immunité de juridiction des États. Dans un cas, l'article 32 existant, précisant que la sentence du tribunal « n'est pas susceptible d'appel devant une instance arbitrale » a été cité par les tribunaux français comme impliquant une renonciation à l'immunité. Si la question est remise à plus tard, le Règlement sera en vigueur en l'état durant l'intervalle, ce qui peut durer des années. D'ici la résolution de la question par une règle générale, la formulation qu'il propose devrait être incluse à l'article 26. Comme l'a noté le Président, l'expression « le droit » est censée faire référence à la loi en vigueur sur le lieu d'exécution de la mesure provisoire.

87. **M. Sorieul** (Secrétaire de la Commission) indique clairement qu'il n'est pas dans les projets du

Groupe de travail de traiter l'arbitrage impliquant des États. Les délégués ont délibérément restreint le mandat du Groupe de travail à la discussion de la transparence dans les différends relatifs aux investissements et fondés sur des traités. Si la Commission souhaite élargir le mandat du Groupe de travail, libre à elle de le faire.

88. **Le Président** déclare que la question actuelle est de savoir si la formulation de l'article 26, paragraphe 2 c) pouvait être interprétée comme impliquant une renonciation à l'immunité, et dans l'affirmative, si des éclaircissements devraient être insérés dans le texte du Règlement proprement dit.

La séance est levée à 13 h 5.